



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

PSA Peugeot-Citroën

Question au Gouvernement n° 532

Texte de la question

AVENIR DE PSA

M. le président. La parole est à M. Alain Chrétien, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Alain Chrétien. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre et porte sur l'avenir du groupe PSA.

Après les insultes de M. Montebourg (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), voilà maintenant la cacophonie des ministres de l'économie et du budget. Alors que l'un veut l'intervention du Fonds stratégique d'investissement et l'entrée de l'État dans le capital de PSA, l'autre n'en veut pas. À l'heure où le groupe PSA aurait besoin d'un État stratège, visionnaire, et d'un vrai partenaire, il ne trouve qu'un gouvernement dogmatique et incohérent ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

Que voulez-vous faire avec PSA ? Souhaitez-vous, ou non, une entrée de l'État dans le capital *via* le Fonds stratégique d'investissement ? Mes chers collègues, les Peugeot ont besoin de savoir. À Mulhouse, à Rennes, à Vesoul comme à Aulnay,...

M. Jean-Luc Reitzer. À Sochaux !

M. Alain Chrétien. ...bref, sur tous les sites, des questions se posent, auxquelles vous ne répondez pas.

Monsieur le Premier ministre, que comptez-vous faire pour aider PSA et ses salariés à surmonter ce cap difficile ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, je trouve votre question totalement déplacée. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Allons, mes chers collègues !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Vous êtes l'élu d'un territoire où PSA a des actifs importants. Je l'ai été également, et je ne vous autorise pas à dire (*Vives protestations sur les bancs du groupe UMP*) que ce gouvernement serait incohérent ou inerte face à la crise de l'industrie automobile.

En tant que ministre, j'ai rencontré à maintes et maintes reprises la direction du groupe PSA. Nous entretenons un contact confiant, quotidien, pour faire face à la crise de l'industrie automobile.

La semaine dernière, PSA a annoncé d'importantes dépréciations d'actifs qui, vous le savez, n'entament pas la solvabilité et la liquidité du groupe. Il n'y a pas eu de cacophonie sur cette question. Jérôme Cahuzac a simplement dit que, si nécessaire, nous avons les outils pour intervenir dans le capital, cette intervention n'étant toutefois pas à l'ordre du jour. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Ce qui est fondamental, c'est que PSA puisse se déployer et poursuivre sa stratégie d'alliance, notamment avec General Motors ; c'est que le groupe puisse modifier sa gouvernance - ce que le Gouvernement a rendu possible en demandant à M. Louis Gallois de devenir administrateur indépendant du groupe.

Nous sommes aux côtés de PSA, et plutôt que de me poser cette question assez mesquine (*Nouvelles protestations sur les bancs du groupe UMP*), vous auriez mieux fait de souligner qu'hier la Commission européenne, grâce aux négociations que j'ai conduites, a donné son autorisation provisoire à la garantie de l'État, afin de sauver Banque PSA Finance.

La crise de l'automobile ne date pas d'hier. Alors que vous avez différé les décisions relatives à PSA, nous les affrontons ! Nous soutenons le groupe et ses salariés, et je ne vous autorise pas, je le répète, à poser des questions de cette nature, des questions totalement déplacées ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe*

SRC - Vives protestations sur les bancs du groupe UMP, dont plusieurs membres se lèvent et quittent l'hémicycle.)

M. Alain Chrétien. Nous ne sommes pas à la maternelle, monsieur le ministre !

M. Charles de La Verpillière. Il faut demander votre autorisation pour poser une question, maintenant ?

M. Guy Geoffroy. C'est incroyable !

Données clés

Auteur : [M. Alain Chrétien](#)

Circonscription : Haute-Saône (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 532

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 février 2013](#)